

SHORT NEWS

Chômage : Schmit tempore

Alors que le taux de chômage continue d'aller de pic en pic - 6,4 pour cent fin janvier - les mesures étatiques pour contrer ce phénomène se font toujours attendre. L'Adem, qui vient pourtant de se doter d'une toute nouvelle direction, ne communique guère sur le sujet. Et pour cause, comme nos confrères de « L'essentiel » l'ont écrit cette semaine : leurs services sont complètement débordés. En moyenne, il y n'aurait qu'un conseiller professionnel, appelés « placeurs » auparavant, sur 285 chômeurs. Or, selon des études, une limite d'une centaine de dossiers par conseiller serait le maximum souhaitable pour garantir une certaine efficacité. Mais en temps de crise, il n'est pas sûr que l'Etat soit prêt à embaucher le personnel suffisant pour pallier à ce manque. Du côté des jeunes, il y a du moins une petite lueur d'espoir. Car finalement, les contrats d'incitation à l'embauche - qui furent longtemps critiqués, mais dont la non-prolongation en janvier 2013 posait tout de même problème - seront finalement prolongés et même changés, incluant des mesures pour éviter trop d'abus patronaux.

Landesplanung im Schnellverfahren

Nach massiven Einsprüchen gegen den „plan d'aménagement général" (PAG), der vom Mamer Schöffengericht im Herbst letzten Jahres ein erstes Mal gestimmt worden war (woxx 1186), soll am kommenden Dienstag das zweite definitive Votum erfolgen. Aus ursprünglich 85,73 neu zur Bebauung ausgeschriebenen Hektar Land wurden aufgrund der Einwände 18,84 herausgelöst. Von den verbleibenden 66,89 ha werden zudem 22,69 ha bis ins Jahr 2017 zurückgestellt. Wie schon beim ersten Votum, geschieht alles unter extremen Zeitdruck. Die für die Abstimmung am 4. März benötigten Dokumente und Gutachten wurden den Gemeinderäten teilweise erst am Dienstagabend, per Bote, zugestellt. Zwischendurch war es sogar noch einmal zu Umänderungen gekommen. Eine intensive Beschäftigung mit den Details bleibt den Gemeinderatsmitgliedern somit versagt. Zwei grünen Gemeinderäten wird jetzt durch ein Avis des Innenministers nahegelegt, dem 2. Votum fern zu bleiben: Ihre jeweiligen Lebenspartner hatten selber Einspruch eingelegt. Allerdings werden sich die Grünen wohl kaum von einer Teilnahme an der erst durch sie möglich gewordenen Debatte abbringen lassen: Wie die Auswertung der Einsprüche zeigt, meldeten die Lebenspartner lediglich „allgemeine" Bedenken an, ein direktes Eigeninteresse bestand also nicht.

30 Jahre grüne Politik

„Trau keinem über 30!" - Ein Spruch, der bei der Gründung der „Gréng Alternativ" im Jahre 1983 vor allem den (damals) jungen politischen ErsteinsteigerInnen im Mund führten, wenn sie so manchen Streit der alteingesessenen Politprofis der 68er-Generation nicht mehr so recht nachvollziehen konnten. Die seitdem gesplante und schließlich wiedervereinigte Partei ist nun selbst in einem Alter, wo Seriosität nicht mehr unbedingt als Schimpfwort empfunden wird. Dafür gibt sich die Partei eine neue Grundsatzklärung, deren abstrakter Charakter, zumindest bei einer Gründungsgrünen, den Verdacht aufkommen ließ, sie wäre so auch auf andere Parteien anwendbar. Sichtbarste Veränderung: Christian Kmiotek löst Christian Goebel als Parteivorsitzender ab. „Kmio" wird fortan zusammen mit der in geheimer Wahl bestätigten Sam Tanson im Duo die Partei nach außen repräsentieren. Der fleißige Blogger und Leserbriefschreiber holte sich einen (kleinen) Rüffel bei den Kollegen vom Luxemburger Wort, weil er sich in seiner Einstiegsrede „kaum zu eigenen politischen Überzeugungen, Motiven oder Zielen" äußerte, sondern es „bei einer kabarettreife Klatsche gegen die Regierung" beließ. Die hatte es allerdings in sich, wobei sich der schauspielernde Erzieher angesichts der aktuellen Skandale nicht all zu sehr anstrengen musste.

AKTUELL

RÉGULARISATIONS

La récré est terminée

Luc Caregari

Ce jeudi 28 février marquant la fin de la période de clémence accordée par le ministre Nicolas Schmit aux travailleurs sans papiers et à leurs patrons. Les bilans provisoires sont plutôt mitigés.

Quand Nicolas Schmit annonçait début janvier qu'il allait entamer une mesure de régularisation pour les travailleurs sans papiers, tous les espoirs étaient permis. Pourtant, les critères donnés par son ministère pour accéder à une légalisation assombrissaient déjà l'horizon : la personne à régulariser devait avoir travaillé au moins neuf mois sur le territoire et le patron devait l'embaucher en CDI avec un contrat de 40 heures par semaine au salaire social minimum.

Un autre hic était la faible base légale de cette mesure qui se trouve incluse dans une note de service du ministère et non pas inscrite dans une loi. Et puis, le fait que les régularisations se font dans le cadre d'une « harmonisation » européenne n'améliore pas forcément les choses. Car même si le ministère a promis aux patrons de ne pas les pénaliser s'ils régularisent leurs travailleurs, beaucoup sont restés réticents et préfèrent prendre le risque d'un contrôle futur plutôt que de se voir inscrits sur une liste d'employeurs de sans papiers.

Un autre problème a été le manque de communication du ministère. En effet, si l'on visite la page internet du ministère du Travail, pas un seul lien ne mène vers cette mesure, pourtant exceptionnelle. C'était donc encore une fois aux ONG - comme l'Asti, le Clae ou encore la Caritas - de prendre en charge les personnes souhaitant se régulariser ainsi que leurs employeurs. Leur bilan est certes positif - puisque auparavant il n'existait presque aucune possibilité d'une telle régularisation - mais il y a aussi des bémols. Si à l'Asti et au Clae les taux de fréquentation de personnes à la recherche d'information coïncident, un léger creux au milieu et surtout un sursaut les deux dernières semaines,

les expériences des deux ONG ne sont pas forcément les mêmes. « Nous n'avons pas eu beaucoup de patrons du secteur de la restauration, même si nous savons qu'il y a beaucoup de sans papiers qui y travaillent », s'étonne Kristel Pairoux du Clae, « Par contre, on a pas mal de femmes de ménage qui ont réussi à régulariser leur situation, même si cela a souvent été difficile à réaliser ». En effet, si on a une dizaine, voire plus, de patrons, les convaincre tous de se déclarer en tant qu'employeur de sans papiers et de donner une garantie d'emploi en CDI n'est pas une chose facile. « C'est même un vrai parcours du combattant », renchérit Sergio Ferreira de l'Asti, « C'est pourquoi nous avons eu plus de patrons de la res-



PHOTO : OFELICKR_PETIT LOUIS

tauration qui nous ont contactés que d'autres. En général, même si beaucoup de patrons, et aussi des avocats et des fiduciaires, nous ont contactés, on doit tout de même dire que la peur du patronat d'être mal vu par les administrations s'est maintenue jusqu'à la fin. » A la question de savoir si les critères retenus par le ministère étaient justes, Ferreira répond clairement par « non ». Ce qui renforce encore le soupçon que cette régularisation était en fait destinée au patronat et risque de servir de prétexte à une politique d'expulsion encore moins tolérante à l'avenir. Quant aux réponses, en ce qui concerne les dossiers pour lesquels l'Asti s'est porté mandataire, dix pour cent ont eu une réponse jusqu'à aujourd'hui.

De la part de la direction de l'immigration, que le woxx a contactée, on se refuse à tout commentaire : « Le ministre communiquera sur le bilan de cette opération en temps utile », nous a-t-on fait savoir.